

Contribution sur la question ukrainienne – Conférence du WIN des 9 et 10 septembre 2023.

Notre contribution au débat de cette conférence du WIN relève du casse-tête : en effet, plus de dix-huit mois après le déclenchement de la guerre d'invasion par Vladimir Poutine contre l'Ukraine et son peuple, le camarade Roger reprend sans sourciller les éléments de langage distillés par les services de propagande de l'État russe. Dans ces conditions comment avoir un débat qui ne tourne pas au combat de boxe en un quart d'heure ?

Roger a une responsabilité cruciale dans le positionnement du WIN de par son statut de vétéran et de dirigeant au sein du mouvement révolutionnaire depuis les années 60 et comme l'un des principaux initiateurs et animateurs du WIN. De plus, Roger a une notoriété et une audience incontestables au sein du milieu de la gauche travailliste en GB et internationalement.

C'est pourquoi, nous sommes désolés de voir son positionnement actuel. Certes, il accompagne avec des propos généraux internationalistes les arguments négatifs envers la nation et le peuple ukrainien, envers son combat pour son indépendance, pour sa liberté.

Mais dans ce cas présent, l'affichage de principes de fraternité internationaliste entre les travailleurs tombe à plat si il n'y a pas au préalable la reconnaissance du statut différent des deux États.

D'un côté, l'État russe actuel, continuateur assumé de l'empire russe, dans la lignée des Tsars et de Staline, c'est à dire l'État impérialiste, colonisateur, oppresseur, agresseur du peuple ukrainien. Cet État russe est aussi l'opresseur et le colonisateur au sein même des frontières de la Fédération de Russie de nombreux petits peuples colonisés depuis la nuit des temps tsaristes (Tchétchènes, Bachkirs, Bouriates, Kalmuks, Sakhas, Abkhazes, Ossètes ...) . Ces petits peuples disposent de fiction d'institutions politiques autonomes mais subissent le fardeau sanguinaire de la conscription de masse quand Poutine organise les rafles de toute leur population masculine pour mener sa guerre.

De l'autre côté : une nation qui a lutté depuis plusieurs siècles pour son indépendance vis à vis de la Moscovie et qui a connu entre 1917 et 1921 sa propre révolution aux côtés de la révolution russe. Un peuple qui a connu les effets meurtriers du stalinisme avec notamment le génocide de masse de 1932-33 entré dans l'histoire sous le nom d'Holodomor.

Il convient de souligner au passage que l'un des effets destructeurs d'importance comparable à l'Holodomor est l'extermination de toute la génération militante qui avait fait la révolution de 1917-1921. Ces deux faits [le génocide de masse et la liquidation physique du mouvement ouvrier, notamment le PC d'Ukraine occidentale, celui dont Roman Rodolsky était membre, lors des purges des années 34-38 qui ont détruit le parti bolchévik de Lénine et de Trotsky] ont créé les conditions d'émergence du banderisme, nationalisme ethnique d'inspiration fasciste. Le banderisme est un rejeton du stalinisme.

Entre colonisateur et colonisé, il n'y a pas égalité. C'est le b-a ba que Lénine a dégagé sur les droits des nationalités opprimées dans les polémiques provoquées par la guerre mondiale entre 1914 et 1917. Lénine enseignait que les travailleurs de l'État impérialiste et colonisateur avaient un devoir de solidarité envers les peuples colonisés par leur État et leur bourgeoisie.

Entre 1921 et 1923, dans les débats au sein du parti bolchévik, Lénine a pris clairement position pour les droits à l'indépendance et à la souveraineté de l'Ukraine. La question ukrainienne a alors pesé dans le sens de la création de l'URSS, c'est à dire une Union libre de Républiques soviétiques souveraines. Staline soutenait la création d'un équivalent de l'actuelle Fédération de Russie où les peuples colonisés de l'empire tsariste seraient restés dans la même situation qu'avant 1917. Et nous savons, depuis, combien Poutine exècre Lénine comme « créateur de l'Ukraine ».

La bureaucratisation du premier État ouvrier ayant survécu plus longtemps que la Commune de Paris de 1871 ou la Commune d'Helsinki de 1918 a mené à une contre-révolution interne qui entraîna la résurgence de l'oppression nationale comparable voir pire que celle du Tsarisme, avec des déportations de masse contre des peuples entiers (Tatars de Crimée, Allemands de la Volga, Tchétchènes, Baltes, Polonais, Ukrainiens...), avec des politiques d'extermination comme l'Holodomor, ou la reprise de l'antisémitisme, qui n'a pas disparu avec la mort de Staline en 1953.

A la fin des années 30, dans plusieurs textes, Trotsky a repris cet héritage bolchevik en réaffirmant le droit à l'autodétermination et à l'indépendance de la nation ukrainienne. ET il a lié cette question à ce qu'il avait désigné sous le terme révolution politique.

Et en 2023, pourquoi tout cela devrait-il passer à la trappe ?

Le droit des peuples, c'est à dire la démocratie appliquée à des groupes nationaux, doit-il céder la place devant des intérêts supérieurs ? Mais quels intérêts supérieurs ?

Tout le discours amenant à renvoyer dos à dos le camp ukrainien et l'envahisseur russe, ou pire à décrire une « guerre menée par l'OTAN et l'UE contre la Russie » a une conséquence terrible : **il édicte une interdiction absolue de se révolter, de se soulever, de se mobiliser, de se défendre pour les travailleurs et les peuples ayant le malheur de se trouver dans l'un des pays soit-disant « anti-impérialistes »** ou plus largement ceux des BRICS. Cette orientation a des conséquences directement contre-révolutionnaires dans les conditions du monde d'aujourd'hui, c'est à dire du monde multipolaire.

L'ancien impérialisme hégémonique des années 1945-2000, celui des USA, est en déclin, même s'il demeure le numéro 1. Il est en compétition croissante avec d'anciens complices (les pays de l'Union Européenne) comme avec des puissances émergents qui ont acquis un poids économique et démographique considérable, d'envergure mondiale (Chine, Inde) et une kyrielle d'États dont certains sont associés au sein des BRICS. Nota : les BRICS ne forment pas un bloc uni de façon absolue et indéfendable. Et bien des alliances peuvent se recomposer en permanence jusqu'à l'éclatement de conflits inter-impérialistes. Ainsi, avant 1914, les alliances diplomatiques et militaires ont été changeantes et fluctuantes jusqu'à l'éclatement de la guerre !

Immédiatement, cette orientation interdit aux travailleurs et aux peuples de l'ensemble des États rivaux des USA de chercher à renverser leur bourgeoisie. Même en Europe de l'Ouest !

Nous attirons l'attention des camarades sur les implications de leur prise de position immédiate sur l'Ukraine.

La réponse pied à pied au texte de Roger sur l'Ukraine nécessiterait un ouvrage de 500 pages au moins pour restituer :

- tous les développements historiques depuis la création de K'yiv et de Moscou au Moyen-Age jusqu'à la fin de l'URSS ;
- le rappel de la nature du mouvement national ukrainien dès la fin du 19eme siècle jusqu'à la révolution ukrainienne de 1917-1921, la place et le rôle dirigeant des partis socialistes et marxistes ukrainiens dans cette histoire. Une histoire qu'aussi bien Poutine que les nostalgiques de Bandera ne veulent pas voir réapparaître.
- les faits depuis 1991 et l'accession de l'Ukraine à l'indépendance ;
- la réalité des développements politiques depuis la « Révolution orange » de 2004 et le Maïdan de 2014.

Ce que nous regrettons, c'est l'absence d'intérêt pour le soulèvement du peuple ukrainien à partir du 24 février 2022 lorsque la mobilisation auto-organisée de larges couches de la société a permis la mise en échec de l'offensive initiale de Poutine. On peut comparer ce soulèvement à ce qui s'est passé en Espagne en 1936 lorsque les masses ont affronté les putschistes de Franco à mains nues, du fait du désarmement pratique et politique résultant de la politique du gouvernement du Front Populaire, ou lors des insurrections de la Libération en France, en Italie, en Yougoslavie ou en Grèce en 1944-45.

Le 24 février 2022, Jo Biden proposait un taxi pour l'exil à Zelensky. Les Ukrainiens ont répondu par leurs actes de résistance qu'ils ne voulaient pas redevenir les serfs des nouveaux Tsars, secondés éventuellement par des oligarques locaux à la conscience nationale indexée sur l'état de leurs comptes bancaires.

En tant que nation opprimée et colonisée, menacée de génocide, l'Ukraine a un droit inconditionnel à la défense et donc à l'armement contre la puissance impériale historique incarnée présentement par le régime de Vladimir Poutine.

Aujourd'hui, il y a un choix à faire : celui de soutenir les travailleurs ukrainiens contre l'agresseur impérialiste et génocidaire et contre les effets anti-sociaux de l'orientation néolibérale du gouvernement actuel de l'Ukraine. La condition du développement plein et entier du mouvement ouvrier comme celui des autres mouvements sociaux (féministes, écologistes, LGBT, étudiants, ...) passe par la garantie de la liberté nationale de ce peuple. Pas de libertés démocratiques, pas de progrès social sans libération nationale !

A Aplutsoc, par nos activités au sein du RESU/ENSU, par notre soutien aux convois syndicaux de solidarité, nous avons l'honneur de rencontrer et d'échanger avec les militants de la gauche ukrainienne, du Socialnyi Rukh aux anarchistes, des féministes, des syndicalistes étudiants, des syndicalistes. Nous invitons les camarades présents ce jour s'engager dans ces activités de soutien.

Le minimum pratique de ce choix se concentre sur l'exigence du retrait immédiat de l'armée de Poutine hors de tout le territoire de l'Ukraine. C'est par là que tout doit commencer.

OD, 09-09-2023.